



OR 2456

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisations Internationales en Suisse présente ses compliments au Haut Commissariat aux Droits de l'Homme et, en faisant référence à sa NV du 24 juin 2011 sollicitant des informations concernant la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, a l'honneur de lui faire parvenir, ci-joint, un document comportant les éléments de réponse du Royaume du Maroc se rapportant à la protection de l'enfant, la non discrimination dans le domaine de l'emploi et la mise en œuvre des Plans d'action nationaux contre le racisme.

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisations Internationales en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Haut Commissariat aux Droits de l'Homme l'assurance de sa haute considération.

Genève, le 16 septembre 2011



**Haut Commissariat aux Droits de l'Homme
Ainti-Discrimination Section
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10, Suisse
Fax n° 022.917.90.08
Email : registry@ohchr.org**

Document synthétique contenant des éléments de réponse à propos de la mise en œuvre effective de la déclaration et du Programme d'action de Durban concernant la lutte contre le racisme et la discrimination

❖ En ce qui concerne les pratiques optimales et les rapports relatifs à la protection de l'enfant contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui est associée :

Le droit à la protection fait partie des droits fondamentaux de l'enfant reconnus par la convention internationale relative aux droits de l'enfant. La protection des enfants contre la violence, l'exploitation et toutes les situations les exposant à de mauvais traitements est indispensable à la réalisation et la jouissance d'autres droits fondamentaux.

Le Maroc, depuis la ratification de la convention internationale relative aux droits de l'enfant en 1993, a déployé des efforts importants en vue de renforcer le droit de l'enfant à la protection. Dans ce cadre des avancées considérables ont eu lieu dans ce domaine, aussi bien au niveau du cadre administratif, à travers l'harmonisation de la législation nationale avec les normes internationales en la matière, qu'au niveau du cadre institutionnel, par le renforcement et la mise en place de nouvelles structures de protection de l'enfance, ou encore au niveau de la mobilisation et la sensibilisation sociale aux problématiques de la protection de l'enfance.

Dans ce contexte, lors de la 13ème session de la conférence nationale sur les droits de l'enfant, les principes d'une approche nouvelle et globale ont été consacré en vue du renforcement et de la généralisation des services de protection des droits de l'enfant à l'échelle nationale, et pour la mise en œuvre du plan d'action national pour l'enfance (2005- 2015), notamment en ce qui concerne «La promotion du droit à la protection».

Ainsi, le plan d'action national pour l'enfance prévoit la mise en place de mécanismes de protection de l'enfant contre la violence à l'école, la création d'unité de protection, l'interdiction du travail des enfants de moins de 15 ans et leur insertion scolaire, l'amélioration des conditions de travail des enfants âgés de 15 à 18 ans, ainsi que des conditions de prise en charge des enfants délaissés, et la réinsertion sociale des enfants de la rue entre autres.

Il est nécessaire également d'œuvrer pour rapprocher les services de protection des citoyens dans les diverses régions, tout en les sensibilisant à travers des canaux de communication et de sensibilisation.

Il a été souligné la nécessité d'adopter toutes les mesures à même de promouvoir les capacités des intervenants dans le domaine de l'enfance au sein des institutions d'éducation et de formation en matière de prévoyance sociale, notamment en faveur des enfants en situation difficile en vue de faciliter leur intégration socioprofessionnelle.

A noter aussi, qu'un intérêt a été porté également à l'examen se rapportant à l'impératif de l'institutionnalisation de l'ensemble des initiatives, et du renforcement de l'arsenal juridique susceptible d'assurer une meilleure protection de l'enfant, tout en s'attachant à apporter des solutions efficaces à toutes les problématiques liées à l'enfance, entre autres, le mariage précoce et l'exploitation sexuelle des enfants.

Quant aux efforts menés par l'Observatoire National des Droits de l'Homme, en matière de diffusion et de promotion de la culture de la tolérance, de la citoyenneté et des droits humains, il sied de mettre en exergue l'action fondamentale de l'expérience marocaine du parlement de l'enfant, et que l'on peut à juste titre qualifier de bonne pratique.

En effet, le parlement de l'enfant qui est une véritable école à la citoyenneté aspire à « l'éducation à la démocratie, à la pleine citoyenneté, à la tolérance et à la diffusion de la culture des droits de l'enfant ».

Considérant que l'établissement d'enseignement constitue une communauté au sein de laquelle les élèves participent à la conduite et à la gestion de leurs affaires par le biais des conseils communautaires et locaux, des conseils de gestion, des clubs éducatifs et communautaires et des droits de l'Homme. Des propositions ont été soulevées dans ce cadre par les enfants parlementaires qui se déclinent comme suit :

1- Relations des élèves vis-à-vis des cadres pédagogiques et administratifs:

- Créer des mécanismes pour promouvoir la communication ;
- formations continues pour la sensibilisation des enseignants pour une communication efficace ;
- Réhabilitation des infrastructures ;
- Provision des équipements de base.

2- Santé mentale et psychologique de l'élève:

- Etudier les problèmes des élèves ;
- Création et mise en application des centres d'écoute au sein des établissements d'enseignement ;
- Enseignement des matières d'apprentissage liées aux aspects psychologiques.

3- Sécurité au sein de l'Etablissement d'Enseignement :

- Formation des élèves ayant l'esprit de responsabilité et des valeurs de citoyenneté pour protéger leurs collègues de tout danger ;
- L'élimination progressive des sections, en particulier dans les zones caractérisées soit par la froideur ou la chaleur ;
- Coordination entre le ministère de l'éducation nationale et d'autres départements concernés pour éliminer l'abus sexuelle à l'intérieur et à l'extérieur des institutions ;
- Adoption de la norme modifiée de la transition d'un niveau à l'autre à tous les niveaux ;
- Créer des espaces de formation professionnelle pour l'intégration des élèves vulnérables en vue de les orienter vers des domaines où ils peuvent donner plus ;
- Renforcer les établissements d'enseignement au niveau des provinces par des spécialistes (psychologie, sociologie, santé) pour offrir le soutien nécessaire aux enfants par l'examen de

leurs cas au plan psychologique, social, physique, et prendre des mesures nécessaires pour une bonne orientation.

La consécration des droits de l'enfant, et la garantie de sa survie, de sa protection et de son développement requièrent un intérêt considérable au Maroc, son engagement en faveur des droits des enfants s'exprime largement à travers le droit national et international.

Le Maroc comme cela a été précité a ratifié la Convention relative aux droits de l'Enfant (CDE) en 1993, et les conventions internationales sur les droits de l'enfant ainsi que le Protocole à la Convention sur les droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution et l'exploitation sexuelle et la pornographie mettant en scène des enfants, il a également ratifié la Convention n° 138 (1973) sur l'âge minimum pour l'emploi, et la convention n° 182 (1999) sur les pires formes de travail des enfants et l'action immédiate pour l'élimination de et la recommandation n° 190 (1999) sur les pires formes de travail des enfants et l'action immédiate pour l'élimination.

Sur le plan national, des réformes importantes ont été engagées au cours des dix dernières années, notamment avec la révision de l'arsenal juridique relatif à l'enfant, le décret du 19 décembre 2004 qui détermine une liste des travaux interdits aux mineurs de moins de 18 ans, aux femmes et aux salariés handicapés en conformité avec les conventions internationales.

Il sied aussi de signaler, qu'en vue d'assurer la protection et la dignité humaine pour les enfants des rues, le Royaume a développé des stratégies telle que :

- Stratégie nationale pour la protection de l'enfance basé sur deux volets :

1- Plan d'action national pour un Maroc digne de ses enfants (2006-2015) : ce plan s'inscrit dans le suivi de la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants pour la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des Recommandations du Comité des droits de l'enfant. Le PANE constitue le cadre national qui oriente les stratégies, programmes et activités en faveur de l'enfance au Maroc. Il vise à créer un environnement capable d'assurer aux enfants leur droit à la vie, au développement, à la protection et à la participation.

2- Plan d'intégration conçu comme un programme de réinsertion des enfants en situation de rue, et qui se veut des objectifs bien déterminé tels que :

- Réinsertion des enfants en situation de rue ;
- Développer des mécanismes pour sensibiliser les enfants, les familles et les citoyens de la gravité du phénomène ;
- Former les assistants sociaux ;
- Soutenir les associations travaillant dans le domaine;
- Préparer une stratégie de communication.

Le Maroc a également développé un programme de protection sociale pour l'enfance et a ainsi accordé un intérêt particulier aux enfants des rues, et qui a connu la participation des

autorités locales, des services de la santé, des services de la protection des enfants, des associations de la société civile.

Au niveau de la législation, plusieurs amendements ont été introduites, plusieurs lois sont désormais conformes aux normes internationales. Parmi ses nouveautés introduites, on peut citer :

- Création d'une justice pour mineurs délinquants;
- Interdiction d'employer un mineur dans le domaine d'art en tant que comédien ou interprète dans des spectacles publics qui nuisent à sa santé et sa moralité (articles 14 à 17 de la loi 71-99 portant statut de l'artiste) ;
- Augmentation de l'âge de la majorité pénale à 18 ans ;
- Relever l'âge minimum pour l'emploi des enfants à 15 ans ;
- L'obligation de déclarer les naissances ;
- Assigner les noms du père et de la mère des enfants nés hors le mariage ;
- Garantir le droit à la nationalité marocaine pour l'enfant né d'un père marocain, ou d'une mère marocaine ;

Pour aider et protéger les enfants victimes, plusieurs actes ont été incriminés et de nombreuses dispositions ont été adoptées afin d'établir la responsabilité des agresseurs selon les critères suivants :

- Criminalisation des actes d'incitation, d'encouragement à la prostitution des mineurs, ou des actes visant à les attirer ou les utiliser dans la prostitution ;
- Punir l'incitation ou l'encouragement ou la facilitation de l'exploitation de la pornographie enfantine ;
- Criminalisation des enfants contraints de faire un travail forcé ;
- Criminalisation de la tentative de commettre ces actes ;
- Responsabiliser les personnes morales commettant de tels actes;

Et afin d'assurer une meilleure protection des enfants, il a été créé ce qui suit :

- Cellules de poursuites auprès des parquets publics composés de juges qui ont des connaissances relatives aux droits des enfants afin de recevoir et de faire face aux contraintes auxquelles ils sont confrontés ;
- Création des organes spécialisés dans le traitement des événements au niveau de la police judiciaire ;
- Organisation de formations continues et des formations à l'extérieur du territoire national au profit des juges et des juges des mineurs ;
- Communication permanente avec les associations de la société civile concernées sur les droits de l'enfant ;

Dans le cadre de la consolidation de l'arsenal juridique pour la protection des personnes ayant des besoins spéciaux, plusieurs lois ont été promulguées, y compris les lois suivantes :

- Loi sur la protection sociale pour les aveugles et malvoyants ;
- Loi sur la protection des personnes handicapées ;
- Loi relative aux accessibilités.

De même, un département gouvernementale a été créée à cet égard chargé du développement social, de la famille et de la solidarité et qui a préparé un ensemble de programmes au profit des personnes ayant des besoins spéciaux, y compris :

- Programme de réhabilitation sociétale ;
- Programme scolaire pour les enfants en situation d'handicap;
- Programme d'assistance technique pour les enfants handicapés issus de familles pauvres;
- Programme spéciale de soutien aux associations œuvrant dans le domaine du handicap et prise en charge des enfants.

❖ Concernant les mesures prises pour garantir la non-discrimination en matière d'Emploi :

Le Maroc a ratifié les conventions internationales de l'OIT n°100 et n° 111 respectivement relatives à l'égalité de rémunération et la discrimination dans l'emploi et la profession.

En outre, la loi n°65-99 relative au code du travail adopté en 2003 a introduite une série de dispositions portant sur l'égalité au travail et l'interdiction de la discrimination, à savoir :

-L'interdiction de toute forme de discrimination, y compris celle fondée sur le sexe, ayant pour effet de violer ou d'altérer le principe d'égalité des chances ou de traitement sur un pied d'égalité en matière d'emploi ou d'exercice d'une profession, notamment, en ce qui concerne l'embauchage, la conduite et la répartition du travail, la formation professionnelle, le salaire, l'avancement, l'octroi des avantages sociaux, les mesures disciplinaires et le licenciement.

- Le droit de la femme, mariée ou non, d'adhérer à un syndicat professionnel et de participer à son administration et à sa gestion (article 9 du code du travail) ;

-L'interdiction de toute discrimination relative au salaire entre les deux sexes pour un travail de valeur égale (Article 346) ;

-L'interdiction de l'harcèlement sexuel considéré comme une faute grave de l'employeur (article 40) ;

Dans ce sens, le Ministère de l'Emploi et de la formation Professionnelle déploie des efforts considérables en matière de lutte contre le travail des enfants aussi bien au niveau législatif, institutionnel qu'au niveau d'actions directes.

✓ Au niveau législatif :

Après la ratification des conventions fondamentales de l'OIT n°138 et 182, le gouvernement a entrepris une série de réformes afin d'harmoniser la législation nationale avec les principes de ces deux conventions.

Ainsi, le code du travail a apporté des innovations importantes en matière de lutte contre le travail des enfants à savoir :

- La fixation de l'âge d'admission à l'emploi à 15 ans au lieu de 12 ans ;

- L'interdiction de l'occupation des enfants dans les travaux dangereux entre 15 et 18 ans ;
- Le renforcement des sanctions à l'encontre des contrevenants.

Par ailleurs, d'autres avancées juridiques ont eu lieu notamment :

-La révision de l'ancienne liste des travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans conformément aux dispositions des conventions internationales du travail relatif à la lutte contre le travail des enfants. Cette nouvelle liste a fait l'objet du décret n°2-10-183 du 16 novembre 2010 ;

-L'élaboration d'un projet de loi qui a pour finalité de fixer les conditions du travail et d'emploi de travailleurs domestiques en interdisant l'emploi des petites bonnes avant l'âge de 15 ans (le projet est déposé actuellement au Secrétariat Général du gouvernement pour adoption) ;

-La préparation d'un projet de loi fixant les conditions de travail et d'emploi dans les activités à caractère purement traditionnel.

✓ **Au niveau institutionnel :**

Le plan national de l'enfance a consacré un volet important à la lutte contre le travail des enfants, dans ce sens plusieurs actions ont été réalisées :

-Création d'un Comité Directeur National de lutte contre le travail des enfants ;

-Budgétisation de la lutte contre le travail des enfants dans le cadre du budget du Ministère de l'Emploi et de la formation Professionnelle au titre des années 2009, 2010 et 2011. Dans ce sens, des conventions de partenariat ont été signées avec les ONG œuvrant dans le domaine de travail des enfants ;

-Création d'un Bureau National de lutte contre le travail des enfants chargé de la généralisation et de la pérennisation des projets pilotes initiés par le BIT/IPEC.

-Nominations des points focaux chargés de la lutte contre le travail des enfants au niveau de délégations de l'Emploi.

✓ **Au niveau de la réalisation d'actions directes :**

Dans le cadre de la coopération multilatérale avec l'appui du BIT/IPEC et de l'UNICEF plusieurs activités ont été réalisées dont :

-La formation des inspecteurs du travail dans le domaine de la lutte contre le travail des enfants ;

-La sensibilisation au niveau national et local de tous les acteurs concernés par la lutte contre le travail des enfants ;

-La réalisation d'études et de recherches sur la lutte contre le travail des enfants ;

-Le renforcement des capacités nationales et locales œuvrant dans le domaine de la lutte contre le travail des enfants ;

-La réalisation de programmes pilotes sur le terrain ;

-La réalisation et diffusion de brochures et guide sur le travail des enfants.

❖ **Par rapport aux mesures visant la protection des migrants contre le racisme, la discrimination raciale :**

Le Maroc a ratifié la Convention internationale sur les droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille en 1993, et a renforcé l'arsenal juridique en 2003 par l'émission d'une nouvelle loi réglementant le séjour des étrangers, l'émigration et l'immigration irrégulières, une loi qui offre une réelle protection des droits et de la dignité des différentes catégories d'étrangers sur le territoire national, conformément aux dispositions des conventions internationales pertinentes en la matière.

La loi prévoit ainsi des garanties pour les immigrants étrangers présents sur le territoire marocain, parmi ces garanties :

-Décision de non expulsion contre les femmes enceintes étrangères et les mineurs étrangers;

-Argumenter l'interdiction d'entrée au Maroc et de reconduire à la frontière ;

-Droit de contester les décisions administratives, et aussi les catégories de personnes qui ne peuvent pas être expulsées sont énumérées comme suit :

-L'étranger qui justifie par tous les moyens sa résidence sur le territoire national depuis qu'il a atteint un âge maximal de six ans ;

-L'étranger qui justifie par tous les moyens sa résidence sur le territoire national depuis plus de quinze ans ;

-L'étranger marié avec une citoyenne marocaine depuis un an ;

-L'étranger qui est parent d'un enfant résident sur le territoire marocain ayant acquis la nationalité marocaine, à condition qu'il y ait une demande prise en charge de l'enfant ;

-L'étranger résidant régulièrement sur le territoire marocain qui n'a jamais été condamné à une peine de prison d'au moins une année.

-Femme étrangère enceinte ;

-L'étranger mineur ;

-L'étranger qui justifie que sa vie ou sa liberté sont en danger de torture.

Le Maroc s'engage fortement dans les pactes internationaux et des traités et a pris des mesures pour lutter contre le phénomène de l'immigration illégale tout en garantissant leurs droits fondamentaux, ainsi que de faciliter leurs expulsions dans de bonnes conditions.

A ce propos, plusieurs organes de contrôle et de suivi ont été créés pour la protection des migrants :

-Direction de la Migration et de sécurité des frontières du Ministère de l'Intérieur ;

-Observatoire Nationale de l'Immigration ;

-Conseil National des Droits de l'Homme ;

-Conseil des Marocains résidants à l'étranger ;

-Institution « Alwasite ».

Le Maroc a également signé des accords bilatéraux avec l'Espagne, l'Italie et certains pays Européens et Africains, de même il a signé un protocole d'entente avec le Royaume d'Espagne qui se réfère à la Convention Internationale sur les droits de l'enfant du 20 Novembre 1989, et ils se sont mis d'accord sur :

- Le respect des intérêts du mineur en vertu des lois des deux pays ;
- La réalisation des projets pour intégrer les mineurs ;
- La construction dans certaines villes marocaines des centres de formation et d'éducation pour enfants ;
- L'intégration des enfants dans le milieu de la famille.